



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 122

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu

Présentation

**Présenté par
M. Raymond Savoie
Ministre du Revenu**



**Éditeur officiel du Québec
1991**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de confier à la Cour du Québec la juridiction concernant la révision des décisions relatives aux demandes de détermination de statut formulées en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec, aux cotisations d'employeurs ainsi qu'aux cotisations relatives aux gains d'un travail autonome émises en vertu de cette loi.

De plus, ce projet de loi rend applicable à ces matières, au choix des contribuables, la procédure existante relative aux appels sommaires prévue par la Loi sur le ministère du Revenu.

Projet de loi 122

Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur le ministère du Revenu

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les articles 181 à 183 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) sont abrogés.

2. L'article 184 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **184.** Les dispositions du livre X de la partie I de la Loi sur les impôts s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à une décision rendue par le ministre en vertu des articles 65 ou 69 ainsi qu'à une cotisation relative aux gains d'un travail autonome. ».

3. L'article 222 de cette loi est abrogé.

4. L'article 93.2 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31), remplacé par l'article 7 du chapitre (*indiquer ici le numéro du chapitre du projet de loi 107*) des lois de 1991, est modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe *e*, du point par un point-virgule;

2° par l'addition des paragraphes suivants:

« *f*) une décision rendue par le ministre en vertu de l'article 65 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9);

« *g*) une cotisation émise en vertu de l'article 66 de la Loi sur le régime de rentes du Québec dont le montant des droits n'excède pas 4 000 \$;

« *h*) une cotisation relative aux gains d'un travail autonome émise en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec. ».

5. Les causes pendantes devant la Commission de révision prévue par la Loi sur le régime de rentes du Québec avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont renvoyées, sans frais, devant la Cour du Québec à moins qu'elles ne soient en état ou que leur audition ne soit commencée.

6. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.